

Net recul de la production de pomme de terre

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4618 - Dimanche 4 novembre 2018 - Prix : 10 DA

Du 4 au 8 novembre courant
Tizi Ouzou : foire du miel et des produits de la ruche

Page 4

Pôle urbain d'Ighzer Ouzarif à Béjaïa

Une délégation ministérielle dépêchée à la demande du wali

Page 2

L'armée turque en Syrie, simple force d'interposition ?

Par Mohamed Habili

La Russie est-elle ou non satisfaite de la mise en œuvre par la Turquie de l'accord de Sotchi passé entre leurs deux présidents le 17 septembre dernier ? Voilà une question à laquelle pour le moment il n'est pas facile de répondre. Il y a quelques jours seulement, la Russie avait, peut-être pour la première fois, pris le contrepied d'une déclaration faite par Damas, dans laquelle celui-ci se plaignait de ce que les Turcs n'aient pas rempli leur part du contrat. Il faut dire que depuis son entrée en vigueur, Damas a toujours dit que pour lui cet accord n'était pas destiné à durer. Une position bien entendu en complète contradiction avec celle de la Turquie, pour qui cet accord n'avait de sens justement que si aucune limite temporelle ne lui était assignée. Quelque temps après avoir exprimé sa satisfaction quant au respect par la Turquie de ses engagements, voilà la Russie qui trouve que cette dernière cependant n'en fait pas assez. A quelle attitude se fier, pour qui cherche à deviner la suite des événements en Syrie ? Est-ce à la première, qui laissait entendre que l'entente était à cet égard parfaite entre les deux pays, ou à la seconde, qui donne à penser que tel n'est pas tout à fait le cas ? On peut tout penser des Russes, sauf qu'ils sont assez naïfs pour ne pas voir clair dans le jeu des Turcs. Ce que ceux-ci veulent, c'est à l'évidence empêcher la reprise par l'armée syrienne d'Idleb, le dernier bastion de la rébellion.

Suite en page 3

Logements LPP pour la communauté nationale à l'étranger

17 000 demandes déjà enregistrées pour les émigrés



P.H.D. R.

Présentant à Londres le programme de logement promotionnel public (LPP) destiné à la communauté nationale à l'étranger, le ministre de l'Habitat, Abdelwahid Temmar, a indiqué que plus de 17 000 demandes émanant de ressortissants algériens établis dans différentes régions du monde ont déjà été enregistrées. Lire page 2

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à 72,64 dollars

Page 5

Musique

Le groupe Koum Tara en mini-tournée en Algérie

Page 13

Logements LPP pour la communauté nationale à l'étranger

17 000 demandes déjà enregistrées pour les émigrés

■ *Présentant à Londres le programme de logement promotionnel public (LPP) destiné à la communauté nationale à l'étranger, le ministre de l'Habitat, Abdelwahid Temmar, a indiqué que plus de 17 000 demandes émanant de ressortissants algériens établis dans différentes régions du monde ont déjà été enregistrées.*

Par Thinhinene Khouchi

« Plus de 17 000 demandes émanant de ressortissants algériens établis dans différentes régions du monde ont été enregistrées, dont 790 au Royaume-Uni », a précisé Abdelwahid Temmar, soulignant que près de 7 000 souscripteurs ont déjà choisi leurs sites. En effet, au cours d'une rencontre organisée par l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Amar Abba, au siège de l'ambassade, et à laquelle a pris part la Consule d'Algérie, Kenza Benali, le ministre de l'Habitat a d'abord tenu à préciser qu'il ne s'agissait pas d'une opération commerciale ou commerciale mais d'une promesse du Président Bouteflika aux Algériens de la diaspora que le gouvernement s'attelle à concrétiser. Un court métrage expliquant la formule LPP a été projeté avant que le ministre ne présente l'ensemble des aspects liés à cette dernière, notamment la procédure administrative, qui a été réduite à une simple demande, et les mécanismes

d'accueil et de communication mis en place pour la réussite de cette opération lancée en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a indiqué qu'il avait effectué une tournée dans plusieurs pays, dont la France et la région du Golfe, pour rencontrer les membres de la communauté nationale, écouter directement leurs doléances et leur donner les éclaircissements nécessaires, ajoutant qu'il comptait multiplier ces rencontres afin de recenser et cerner toutes les préoccupations de nos concitoyens à ce sujet. Le débat qui a suivi l'exposé du ministre a montré l'engouement des Algériens vivant à l'étranger pour cette offre qui leur ouvre la possibilité d'acquiescer un logement et de garder le lien avec la mère patrie. Durant plus de deux heures, le dialogue qui s'est instauré entre Temmar et les ressortissants a touché à diverses questions liées à l'opération, notamment la procédure, les délais de réalisation, le financement, les aspects esthétiques et architecturaux. Concernant les



PH.D.R.

spécificités des logements à réaliser dans le cadre de cette formule, le ministre de l'Habitat a précisé que les besoins de la catégorie des handicapés seront largement pris en compte. Enfin, le ministre a rappelé que le dossier de demande d'acquisition d'un logement promotionnel public devra être transmis par le

postulant à l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI). Il a ajouté que le postulant devra constituer un dossier comprenant une demande d'achat du logement, une copie de la pièce d'identité nationale, un certificat de résidence à l'étranger et une déclaration sur l'honneur signée par le deman-

deur et légalisée au niveau du consulat du pays de résidence, attestant qu'il n'a pas bénéficié, ni lui ni son conjoint, d'un logement public, d'un lot de terrain ou d'une aide financière de l'Etat pour l'acquisition d'un logement ou dans le cadre de l'auto-construction d'un logement. Le demandeur du LPP aura la possibilité de choisir son logement entre le F3 de 80 m², le F4 de 100 m² et le F5 de 120 m², avec une tolérance de plus ou moins de 5%. En matière d'organisation fonctionnelle de ces logements, leur orientation doit assurer, précisez-t-on, l'ensoleillement du séjour, de la cuisine et en partie des chambres, dont la surface minimale de ces dernières est de 12 m². Pour le prix des logements, le ministre précise que la détermination du coût du LPP s'effectuera conformément à l'arrêté interministériel du 11 septembre 2016 portant sur les modalités de calcul du prix de cession, publié sur le *Journal officiel* n° 62 du 23 octobre 2016, qui définit les indicateurs référentiels pour le calcul du prix, sans pour autant avancer un montant précis. T. K.

Pôle urbain d'Ighzer Ouzarif à Béjaïa

Une délégation ministérielle dépêchée à la demande du wali

Le pôle urbain d'Ighzer Ouzarif, où seront implantées 16 000 logements tous types confondus, fait l'objet d'une grande attention de la part des autorités centrales et de la wilaya. Une délégation du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, à sa tête le secrétaire général et quatre directeurs centraux, a été dépêchée mercredi dernier à Béjaïa. Une séance de travail s'est tenue avec les autorités de wilaya à leur tête le wali et le président de l'APW et son staff, à l'issue de laquelle une visite a eu lieu sur le site où des logements ont été visités. Il s'agissait pour cette mission de s'enquérir de l'état d'avancement du projet de réalisation de

la nouvelle ville, au niveau du site Ighzer Ouzarif, dans la commune d'Oued Ghir. Cette visite a été effectuée, selon la cellule de communication de la wilaya, à la demande du wali, Mohamed Maabed, en vue de lever toutes les contraintes handicapant l'avancement de ce programme, qui prévoit la réalisation de pas moins de 16 000 logements, tous types confondus. Lors de la réunion de travail organisée en présence de la délégation ministérielle, du wali et du P/APW, les différents intervenants, à savoir les directions de l'urbanisme et de la construction, du logement, l'OPGI, ainsi que les représentants des entreprises réalisatrices, ont exposé les travaux

réalisés jusqu'ici et ceux qui restent à concrétiser et soulevé les contraintes rencontrées et la nécessité d'agir. « Une séance de travail a été organisée au niveau du nouveau pôle urbain d'Ighzer Ouzarif, en présence des directeurs de l'exécutif qui ont présenté les travaux prévus sur le site. Il s'agit de la réalisation de conduites pour l'alimentation en eau potable, le réseau d'assainissement des eaux usées, ainsi que le raccordement des logements aux réseaux gaz et électricité », affirme-t-on. Pour sa part, le directeur de l'urbanisme a parlé de l'urgence de débloquer des crédits financiers pour achever l'ensemble des travaux de viabilisation de ce pôle urbain. Il

ressort de cette réunion que la construction des immeubles avance d'une manière remarquable, par contre la réalisation des VRD connaît, quant à elle, un retard considérable à cause du manque de financement et d'autres contraintes d'ordre technique. Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a déjà accordé la première tranche pour la réalisation des VRD, un montant de 200 milliards de centimes, somme promise par le ministre Noureddine Bedoui lors de sa visite dans la région. Pour sa part, la délégation ministérielle a assuré les autorités de la wilaya sur la volonté des autorités centrales

d'accompagner financièrement la réalisation de tous les travaux des VRD afin de permettre aux bénéficiaires de s'abriter dans les plus brefs délais. Notons que la wilaya de Béjaïa a bénéficié d'un autre programme de 2 470 logements AADL. Le choix du terrain est en cours, alors que le programme des 1 000 logements type LPA, un total de 280 unités, a déjà été lancé dans les communes de Seddouk, Kherrata et Souk El-Tennine. 700 autres unités seront lancées en réalisation d'ici la fin de l'année en cours, avait confié récemment le directeur du logement, Sandekli Mazen, aux médias.

Hocine Cherfa

Egypte

L'Algérie condamne avec «force» l'attaque perpétrée à Al-Minya

L'Algérie a condamné, vendredi, avec «force» l'attaque perpétrée contre un bus transportant des fidèles coptes se dirigeant vers un monastère à Al-Minya en Egypte. « Nous condamnons avec force l'attaque perpétrée ce jour contre un bus transportant des fidèles coptes se dirigeant vers un monastère à Al-Minya en Egypte », a déclaré à l'APS le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif. « Cet acte terroriste abject commis, comme à l'accoutumée, contre des innocents lève encore une fois le voile sur le visage hideux du

terrorisme qui transgresse toutes les valeurs et qui viole sans scrupules la sacralité de la vie humaine », a-t-il ajouté. « Tout en présentant nos condoléances aux familles des victimes, au gouvernement et au peuple égyptien frères, nous assurons de notre compassion les familles des blessés », a-t-il encore ajouté. « Notre pays qui a pâti de ce terrorisme aveugle et sanguinaire et qui a réussi à le défaire est convaincu que l'Egypte, forte de la solidité de ses institutions et de l'adhésion de son peuple finira par venir à bout de ce fléau étranger à notre religion

et à nos valeurs », a souligné le porte-parole du MAE.

L'organisation terroriste Daech revendique l'attaque meurtrière

Le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique (Daech/EI)» a revendiqué l'attentat meurtrier qui a visé vendredi un bus de fidèles chrétiens coptes en Egypte, une attaque qui a fait sept morts. « Les auteurs de l'embuscade tendue à des visiteurs (chrétiens) sur la route du

«monastère de Saint-Samuel» à Minya sont des combattants de l'Etat islamique », a indiqué l'organisation terroriste dans un communiqué, repris par des médias. En mai 2017 déjà, 28 pèlerins coptes, dont de nombreux enfants, avaient été tués à Minya par des hommes armés, alors qu'ils voyageaient à bord d'un bus. Les coptes représentent la communauté chrétienne la plus importante et la plus ancienne du Moyen-Orient, avec environ 10% des quelque 100 millions d'Egyptiens.

H. T.

Agriculture

Net recul de la production de pomme de terre

■ La production de la pomme de terre connaît un recul important dans certaines régions du pays. Une situation qui entraînera certainement une hausse vertigineuse des prix, sachant qu'avec une production nationale abondante ils n'ont jamais baissé de la barre de 60 DA.

Par Louiza Ait Ramdane

Constantine, une région où la pomme de terre est devenue au fil de ces dernières années un filon où plusieurs producteurs de tubercule activent dans d'immenses parcelles. Au titre de la campagne agricole 2017-2018, la production de pomme de terre de saison a connu une baisse significative. Elle a atteint 10 800 quintaux, contre 21 600 quintaux enregistrés à la récente saison agricole. Selon la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya, cette baisse de production est due en premier lieu au recul de la surface plantée réservée à ce tubercule, estimée cette saison à 34 hectares contre 126 ha pour la saison agricole précédente. «Ce recul constitue une des causes de cette réduction», a précisé le chef du service de l'organisation de la production et de soutien technique au sein de cette direction, Djamel Benserradj. De plus, notre interlocuteur affirme que la main-d'œuvre se fait rare et coûte de plus en plus cher.

Le même responsable a également expliqué cette baisse par la décision d'interdire l'irrigation depuis les oueds, détaillant que le rendement moyen de cette production dont la campagne de récolte a commencé en juillet dernier, a atteint 300 quintaux par hectare. Pour rappel, la commune de Hamma Bouziane, située dans la zone Nord de Constantine, s'est distinguée par une production de pomme de terre de l'ordre de 8 000 quintaux. Aussi, les localités d'Ibn Badis et Zighoud Youcef



ont réalisé respectivement 1 800 quintaux et 700 quintaux de pomme de terre, selon les statistiques établies par les services de ce secteur.

Bien que la production nationale de la pomme de terre assure une autosuffisance qui a mis l'Algérie à l'abri des importations durant quatre ans, selon le ministère de l'Agriculture, cette filière se trouve toujours confrontée à la spéculation qui pénalise en premier lieu le citoyen.

En effet, déjà en temps normal où la production est abondante, la pomme de terre, un légume indispensable pour la majorité des familles algériennes, coûte cher, atteignant le seuil des 80 DA, voire 100 DA dans la capitale et les grandes villes. Afin de stabiliser les prix de ce produit et d'assurer la disponibilité de ce tubercule, d'im-

portantes quantités de pomme de terre seront déstockées. En effet, une quantité de près d'un million de quintaux de pomme de terre stockés sera mise sur le marché progressivement durant la période fin octobre-début décembre. Le prix de la pomme de terre varie entre 80 et 90 da/kg. Ainsi, face à cette hausse des prix, il a été décidé de réguler le marché avec le déstockage d'importantes quantités de pommes de terre. L'opération de déstockage permettra ainsi de réguler le marché et faire pression pour que le prix de ce produit de large consommation soit stabilisé et fermera la porte aux spéculateurs. La mise sur le marché d'importantes quantités s'étalera sur plusieurs jours en attendant la pleine saison de l'arrachage du tubercule. Alors que la récolte de saison tire à sa fin,

l'Onilev a procédé samedi dernier à la première opération de déstockage de pomme de terre. 50 000 quintaux ont été commercialisés jusqu'à présent, soit 5% du volume global stocké.

La flambée des prix de la pomme de terre est récurrente. La multiplication des intermédiaires qui prennent des marges exorbitantes. Un phénomène qui risque de perdurer tant que le marché reste toujours incontrôlable. Malgré ce déstockage, les prix de la pomme de terre ne cessent d'augmenter. Une tendance haussière qui perdure dans le temps. En plus de sa cherté, la qualité de la pomme de terre déstockée reste plutôt moyenne, sinon médiocre. L'Etat semble éprouver toutes les difficultés du monde à faire face à ces spéculateurs.

L. A. R.

Aquaculture

Trois projets aquacoles validés par les domaines de l'Etat

Trois projets de fermes aquacoles sur les six dont les procédures ont été lancées il y a près de deux ans, ont été validés par les services des domaines de l'Etat, qui leur ont récemment accordé l'autorisation d'ériger des cages flottantes au large de Kristel et d'Arzew, a-t-on appris du directeur local de la pêche.

Une réunion a regroupé récemment les différentes administrations qui interviennent dans les procédures de la réalisation de projets aquacoles et les investisseurs. Elle a débouché sur la validation de trois projets et l'annulation d'un quatrième, a indiqué à l'APS Mohamed Bengrina. Les domaines de l'Etat ont ainsi

donné leur accord, pour les trois investisseurs, qui doivent entamer les procédures pour l'acquisition des cages flottantes, équipements nécessaires pour démarrer leurs activités. Les trois fermes, spécialisées dans la production de la dorade et le loup de mer, seront implantées à Arzew et Kristel, précise M.

Bengrina, ajoutant que les deux projets restants seront prochainement validés. «Les investisseurs bénéficient de l'accompagnement de la direction de la pêche dès le début de leurs projets, comme le stipulent les directives du ministère de tutelle. Ils continueront à être assistés sur le plan technique dans le processus d'installation de leurs fermes aquacoles», a rappelé le même responsable. Depuis quelques années, les activités d'aquaculture connaissent un certain essor dans la wilaya d'Oran avec deux fermes de dorade et loup de mer, déjà en production, et deux autres spécialisées dans la production de moules. «La direction de la pêche accompagne, oriente et informe les investisseurs potentiels dans ce créneau à forte pré-value économique», a rappelé le même responsable, ajoutant que les premières fermes commentent à s'imposer sur le marché

Infiltration des eaux de pluie dans 5 maisons Accidents et intempéries à Alger

LES SERVICES de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont effectué plusieurs interventions suite à 7 accidents de la route survenus dans la nuit de vendredi à samedi, faisant 15 blessés, et à des infiltrations des eaux de pluie dans des maisons à Bologhine, La Casbah et Bouzaréah, a indiqué hier une source de la direction. Les services de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont effectué, durant les dernières 24 heures, plusieurs interventions suite à la forte pluviométrie enregistrée au niveau de la capitale, a affirmé le lieutenant Benkhalfallah Khaled, chargé de la communication à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, soulignant que 7 accidents de la route avaient été enregistrés, faisant 15 blessés, dont 6 hommes et 9 femmes. Les mêmes unités de la Protection civile ont répondu aux appels des citoyens dans les communes de Bologhine, Bouzaréah et La Casbah pour le pompage des eaux de pluie infiltrées dans cinq domiciles, a précisé le lieutenant Benkhalfallah. L'intervenant a appelé les usagers de la route à redoubler de vigilance avec la poursuite de ces intempéries, à effectuer un contrôle régulier de leurs véhicules et à éviter l'excès de vitesse et les dépassements dangereux.

K. L.

LA QUESTION DU JOUR

L'armée turque en Syrie, simple force d'interposition ?

Suite de la page une

Aussi longtemps en effet que les positions sont figées autour d'Idlib, la Turquie a les coudées franches pour déloger les Kurdes à la fois de Menbaj et de leurs positions à l'est de l'Euphrate, où sont également présentes les forces américaines. Ce qui donc compte pour elle par-dessus tout, ce n'est pas la fin du conflit syrien, mais de faire en sorte que les Kurdes syriens ne puissent édifier aucune forme d'existence politique. Si la fin du conflit syrien entraînait inéluctablement l'abandon par les Kurdes de tout projet politique, la Turquie serait peut-être disposée à travailler dans le sens voulu par Damas et ses alliés. Pour elle, les terroristes, les vrais, ne sont pas ceux qui sont désignés comme tels par les autres parties prenantes au conflit. De son point de vue, les Américains et les Russes ne sont pas aussi diamétralement opposés qu'il peut d'abord sembler, du moment que ni les uns ni les autres ne voient comme elle dans la menace kurde la plus dangereuse de toutes, celle qu'il faut songer à éradiquer avant de s'attaquer aux autres. Ses forces viennent pour la première fois de bombarder des positions kurdes à l'est de l'Euphrate, on dirait à titre de préliminaires d'une offensive toute prochaine. Mais ce n'est probablement là de sa part qu'une façon de prendre le pouls des Américains. Gageons qu'avant de bombarder, ses militaires se sont d'abord assurés que leurs tirs étaient sans danger aucun pour les soldats américains. Cependant, les Kurdes ont arrêté les opérations qu'ils étaient en train de mener contre Daech dans cette partie de la Syrie. Au fond, les Turcs sont en train de demander aux Américains de les laisser tailler en pièces leurs alliés kurdes. Ils ne comprennent toujours pas qu'ayant à choisir entre eux et les Kurdes, les Américains ne savent toujours pas à quel parti se résoudre. Ils croient avancer leurs pions en se jouant des intérêts divergents des Américains et des Russes, alors que peut-être ce sont ces derniers qui se sont arrangés pour ne pas se trouver face-à-face de part et d'autre de l'Euphrate. Ce qui se serait sans doute advenu si le dernier bastion de la rébellion était repris et que l'armée turque avait repassé la frontière.

M. H.

local. Elles sont un bon indicateur et un facteur d'encouragement pour les investisseurs un peu sceptiques par rapport à ce nouveau créneau d'activité à l'échelle régionale et nationale.

Ouali B.

Du 4 au 8 novembre courant

Tizi Ouzou : foire du miel et des produits de la ruche

■ Une foire du miel et des produits de la ruche sera organisée du 4 au 8 novembre courant, à la placette du musée de la ville de Tizi-Ouzou, a-t-on appris, hier, des organisateurs.

Par Ghani T.

Cette manifestation agricole, organisée conjointement par la Coopérative agricole polyvalente de Tizi-Ouzou (Capto), les Chambres d'agriculture et le Conseil interprofessionnel de l'apiculture, regroupera une trentaine d'exposants, notamment des apiculteurs professionnels de la wilaya et des associations d'apiculteurs, a indiqué le chargé de la communication et de la vulgarisation et de la formation à la Chambre d'agriculture, Salem Touati. Cette manifestation s'est fixée pour objectifs principaux la valorisation des produits apicoles du massif du Djurdjura, la promotion des miels de montagne, ainsi que la caractérisation des miels, notamment celui du maquis, de forêt et de garrigue, a souligné M. Touati, ajoutant que cette foire vise également à initier les consommateurs à la dégustation des miels et à la reconnaissance des différentes



P.H.D. R.

flores qui les composent, telles que la bruyère, la lavande, le chêne vert, l'hédysarum, l'inule visqueuse et l'eucalyptus. «La valorisation des produits apicoles du massif du Djurdjura et notamment le miel, passe par la sensibilisation du consommateur sur la richesse et les bienfaits de cette production locale et la vulgarisation des miels du

Djurdjura», a expliqué cet apiculteur, soulignant la nécessité d'analyser ces miels, de procéder à leur classement comme produit du terroir, et à leur labellisation sous l'indication géographique (IG) Miel du massif de Djurdjura. Lors de cette foire les organisateurs ont prévu de présenter au public le programme de développement de l'apicultu-

re au niveau local qui s'articule, entre autres, autour de l'appui technique aux apiculteurs par l'information et la formation pratique, la vulgarisation des procédés modernes en apiculture, la protection et la sauvegarde de la race d'abeilles locales et ses écotypes, l'amélioration du tapis mellifère par l'encouragement de la plantation utile (flore mellifère), a-t-il ajouté. Une vente directe des produits de la ruche sera effectuée à l'occasion de cette foire par les producteurs qui proposeront aux clients différents miels, produits de la ruche (pollen, propolis, cire) et dérivés, dont des produits cosmétiques à base de miel, selon les organisateurs

re), a-t-il ajouté. Une vente directe des produits de la ruche sera effectuée à l'occasion de cette foire par les producteurs qui proposeront aux clients différents miels, produits de la ruche (pollen, propolis, cire) et dérivés, dont des produits cosmétiques à base de miel, selon les organisateurs

G.T./APS

ONU L'Algérien Laarbi Djacta élu président de la Commission de la Fonction publique internationale

LE CANDIDAT de l'Algérie, M. Laarbi Djacta, a été élu, vendredi à New York, président de la Commission de la Fonction publique internationale (CFPI) pour un mandat de quatre années à compter du premier janvier 2019. M. Djacta a été élu par 97 voix contre 93 pour le candidat du Maroc, à l'issue d'un vote tenu à la cinquième commission de l'ONU chargée des questions administratives et budgétaires. Ancien ministre conseiller au sein des Missions permanentes d'Algérie à Genève et à New York, Laarbi Djacta se distingue aussi par ses preuves en tant que fonctionnaire au sein du système des Nations unies, tant au niveau des sièges que sur le terrain. Il possède, également, une maîtrise avérée des arcanes du système des Nations unies devant lui permettra de dynamiser efficacement l'action de la CFPI. La CFPI est un organe d'experts indépendants mandatés par l'Assemblée générale de l'ONU pour réguler les conditions de service des personnels dans le système commun des Nations unies et promouvoir des normes élevées dans la Fonction publique internationale. R. A.

Médicaments innovants coûteux

Impliquer les laboratoires pharmaceutiques dans le remboursement

Le directeur général de la Sécurité sociale au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Djaouad Bourkaib, a annoncé, vendredi à Alger, la mise à contribution des laboratoires pharmaceutiques fabriquant des médicaments innovants coûteux et destinés aux patients atteints de pathologies chroniques dans le système de remboursement appliqué par les deux caisses de sécurité sociale. Intervenant à l'occasion du 3e Congrès national de la Fédération algérienne de pharmacie, le D' Bourkaib a affirmé que le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale «s'employait à l'élaboration de textes d'application, en vue de la conclusion de contrats de performance, au cours de l'année 2019, avec les laboratoires pharmaceutiques producteurs de médicaments innovants coûteux qui ciblent les pathologies chroniques, et ce, en vue de faire contribuer ces mêmes laboratoires au système de remboursement appliqué par les deux caisses de sécurité sociale, à savoir la Cnas (Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés) et la Casnos (Caisse nationale des non-salariés). Le même responsable a précisé, dans ce contexte, que ces remboursements seront soumis «aux dispositifs de contrôle et de suivi des patients qui bénéficieront de ces médicaments innovants coûteux pris en charge, au début, par les caisses de sécurité sociale et qui, par la suite, seront remboursés par les laboratoires pharmaceutiques fabricants de ces médicaments, qui s'acquitteront de cette mission». En cas de non-efficacité avérée de ces médi-

caments ou d'apparition de quelques symptômes indésirables nuisibles à la santé du patient ou d'arrêt de ces médicaments par le patient pour d'autres raisons, les laboratoires pharmaceutiques mondiaux fabricants de ces médicaments s'engagent, selon D' Bourkaib, «à reverser aux deux caisses de sécurité sociale, la Cnas et la Casnos, le remboursement des médicaments pris par le patient». D' Bourkaib a mis en relief l'importance de cette opération qui contribuera à «faire bénéficier les patients atteints de maladies chroniques, des médicaments innovants coûteux, d'une part, et de rationaliser les dépenses des caisses nationales de la sécurité sociale, de préserver leur pérennité et de se mettre au diapason des progrès scientifiques accomplis de par le monde en matière de fourniture de meilleurs types de traitement, d'autre part». Le directeur général a également annoncé la conclusion d'un contrat de performance, avant la fin de l'année 2018, avec un laboratoire qui s'est engagé à reverser une partie des médicaments innovants coûteux remboursés, aux caisses de sécurité sociale, tout en réduisant le tarif de ces médicaments. A ce titre, D' Bourkaib n'a pas fourni de détails précis concernant cette opération qui sera lancée avec plusieurs laboratoires, au cours de l'année 2019. Le même responsable a ajouté, dans ce cadre, que les médicaments innovants coûteux, «n'avaient pas été inclus dans la liste des médicaments remboursables par les caisses de sécurité sociale», relevant, à cet égard, que l'opération inhérente à leur remboursement a été déjà entamée, à travers

des contrats de performance, dans les pays développés. De son côté, le président de la Fédération algérienne de pharmacie, le P' Reda Didjik, a mis en exergue, lors du 3e Congrès national de la fédération, qui est organisé autour du thème «La responsabilité du pharmacien pour une meilleure santé», le rôle du pharmacien en tant que «maillon essentiel» faisant partie de la chaîne thérapeutique, parmi les deux systèmes de sécurité sociale et de la santé. Le président de la fédération a mis en avant la nécessité d'aborder le sujet de l'inclusion des médicaments innovants coûteux et de débattre des expériences des pays qui ont procédé à l'application de cette opération. Le P' Didjik, qui est également chef de service du laboratoire au Centre hospitalo-universitaire (CHU) Issaad-Hassani de Béni Messous à Alger, a mis l'accent, d'autre part, sur le rôle du pharmacien et sa contribution dans l'opération de vaccination, à l'image de ce qui se fait dans les pays européens, et ce, après que le pharmacien ait bénéficié d'une formation dans le cadre de sa carrière scientifique au sein des facultés nationales de médecine, ainsi que sa responsabilité dans la recherche clinique, l'éducation sanitaire concernant les patients atteints des maladies chroniques. Pour ce qui est du rôle du pharmacien au titre de la nouvelle loi sanitaire, le même spécialiste a indiqué qu'il sera déterminé avec précision, à travers la promulgation des textes d'application et afférents, notamment en ce qui a trait aux bonnes pratiques de cette profession, qui contribue, dans une large mesure, à la santé publique. Selma N.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à 72,64 dollars

■ Les cours du pétrole ont poursuivi leur recul vendredi, après l'annonce par les Etats-Unis que huit pays bénéficieraient d'une dérogation temporaire pour acheter du pétrole iranien, sous le coup de sanctions américaines dès la semaine prochaine...

Par Kamel L.

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 72,64 dollars le baril jeudi, contre 75,24 dollars mercredi, a indiqué l'Organisation pétrolière sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence des pétroles bruts de l'Opep comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny



PH. > D. R.

Light (Nigéria), Qatar Marin (Qatar), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela). Les cours du pétrole ont poursuivi leur recul

vendredi après l'annonce par les Etats-Unis que huit pays bénéficieraient d'une dérogation temporaire pour acheter du pétrole iranien, sous le coup de sanctions

américaines dès la semaine prochaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a clôturé à 72,83 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE)

de Londres, en baisse de 6 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de décembre a perdu 55 cents à 63,14 dollars. A quelques jours du rétablissement des sanctions américaines contre les exportations de pétrole en Iran, Washington a indiqué que huit pays bénéficieraient de dérogations et seraient autorisés temporairement à continuer d'importer du pétrole iranien. La Turquie a dit faire partie de la liste des huit pays, qui sera dévoilée lundi. Parmi les autres figurent probablement la Corée du Sud, le Japon, l'Inde et peut-être la Chine. «Ces dérogations semblent être le motif du repli des cours», selon les analystes. Pourtant, au début du mois d'octobre, l'approche des sanctions américaines sur le troisième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui seront appliquées lundi, avait suffi à faire grimper les prix à leurs plus hauts niveaux en deux ans et demi. Mais les cours se sont depuis nettement repliés, de 13,46 dollars pour le Brent, au plus bas depuis août, et de 13,27 dollars pour le WTI, au plus bas depuis avril. «Il semblerait que les marchés aient déjà intégré sur les derniers mois l'idée d'une baisse des exportations d'un à 1,5 million de barils», ont commenté des analystes. De plus, la production américaine a récemment nettement augmenté, les Etats-Unis ayant extrait 11,3 millions de barils de brut en août, en hausse de 400 000 barils par rapport au mois précédent, d'après un rapport publié jeudi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). «Cette production, couplée à celle de l'Arabie saoudite, limite les craintes concernant le pétrole iranien», estiment les analystes du marché. K. L./APS

Marchés de capitaux

La Bourse de Paris continue à regagner du terrain (+0,32%)

La Bourse de Paris a fini vendredi en hausse (+0,32%), regagnant encore du terrain après un mois d'octobre difficile grâce à de bonnes nouvelles commerciales, malgré des craintes sur la politique monétaire américaine et Apple. L'indice CAC 40 a gagné 16,35 points à 5 102,13 points, dans un volume d'échanges étoffé de 4,2 milliards d'euros. La veille, il avait clôturé en léger repli (-0,15%). Au cours de la semaine écoulée, la place parisienne a pris 2,71%, réduisant ses pertes depuis le 1er janvier à 3,96%. La cote parisienne a ouvert sur une belle hausse, avant de ralentir nettement le pas, lestée par la mauvaise performance d'Apple à Wall Street et par les questions soulevées par des chiffres d'emploi meilleurs que prévu aux Etats-

Unis. Les chiffres de créations d'emplois ont tout particulièrement dépassé les attentes avec 250 000 emplois de plus, contre 185 000 prévu par les analystes.

La Bourse de Londres ralentie par les hésitations de Wall Street

La Bourse de Londres a terminé en légère baisse de 0,29% vendredi, ralentie par les hésitations de Wall Street et la relative fermeté de la livre. A la clôture, l'indice FTSE-100 des principales valeurs a cédé 20,54 points à 7 094,12 points. Sur la semaine écoulée, il a gagné 2,23%. Le marché britannique avait commencé tambour battant la séance, évoluant en nette hausse en raison d'espoirs d'apaisement des tensions commerciales

entre les Etats-Unis et la Chine. La hausse s'est par la suite effiloquée, la Bourse de Londres finissant même sur une baisse, alors que Wall Street connaissait un début de journée poussif. Le secteur minier, qui avait profité des nouvelles favorables sur le commerce en début de séance, a finalement été à la traîne. BHP Billiton a grappillé 0,14% à 1 611,20 pence mais Rio Tinto a cédé 0,06% à 3 853 pence.

La Bourse de Francfort espère une fin du conflit commercial

La Bourse de Francfort a fini vendredi en hausse, le Dax gagnant 0,44%. L'indice vedette a gagné 50,5 points sur la séance pour finir à 11.518,99 points, après avoir grimpé de 221

points en journée, soit un gain momentané de 1,93%. Le MDax des valeurs moyennes a de son côté pris 0,56%, à 24.473,93 points. La place francfortoise a gagné 2,84% sur la semaine, après un mois d'octobre calamiteux, qui a vu le Dax lâcher près de 7%. Le marché s'est par ailleurs satisfait vendredi d'un taux de chômage américain resté stable en octobre à 3,7% tandis que les créations d'emplois ont rebondi davantage que prévu et que la croissance des salaires s'accélérait. Le secteur de l'automobile, qui vit depuis des mois avec l'épée de Damoclès de taxes imposées par les Etats-Unis sur les importations de véhicules, a repris des couleurs, à l'instar de Volkswagen qui a avancé de 1,86% à 154,36 euros.

Yanis G.

Iran

Washington serait l'ultime perdant dans le rétablissement des sanctions

Le guide suprême d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, a estimé que les Etats-Unis seraient l'ultime perdant dans le rétablissement des sanctions à l'encontre de son pays. «Le président américain, Donald Trump, a discrédité ce qui restait du prestige des Etats-Unis et de la démocratie. Le pouvoir de contraindre des Etats-Unis, en utilisant leur puissance économique et militaire est également en déclin», a dit l'ayatollah Khamenei sur son compte

Twitter. Les Etats-Unis ont formellement confirmé vendredi qu'ils rétabliraient lundi toutes «les sanctions levées dans le cadre de l'accord sur nucléaire iranien» de 2015, duquel Washington s'est retirée sous l'administration de Donald Trump. Ces sanctions visent les secteurs de l'énergie, notamment les exportations de pétrole iranien que Washington veut ramener aussi près de zéro que possible, ainsi que le secteur bancaire, la construction navale

et le transport maritime, a déclaré le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo. Huit pays bénéficieraient toutefois de dérogations et seront autorisés temporairement à continuer d'importer du pétrole iranien, «mais uniquement car ils ont fait preuve d'efforts importants pour ramener leurs importations de brut vers zéro» et «ont coopéré» avec les Etats-Unis «sur de nombreux autres fronts», a-t-il expliqué sans nommer ces pays, dont la liste sera publiée lundi. En tout,

700 personnes ou entités vont être ajoutées à la liste noire américaine, a précisé pour sa part le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin : 400 qui en avaient retirées après l'accord de 2015, et 300 supplémentaires. Il a aussi dit que les Etats-Unis souhaitent couper les institutions financières iraniennes frappées par des sanctions, dont la liste sera également publiée lundi, du circuit bancaire international Swift, hormis pour les «transactions humanitaires». Amine C.

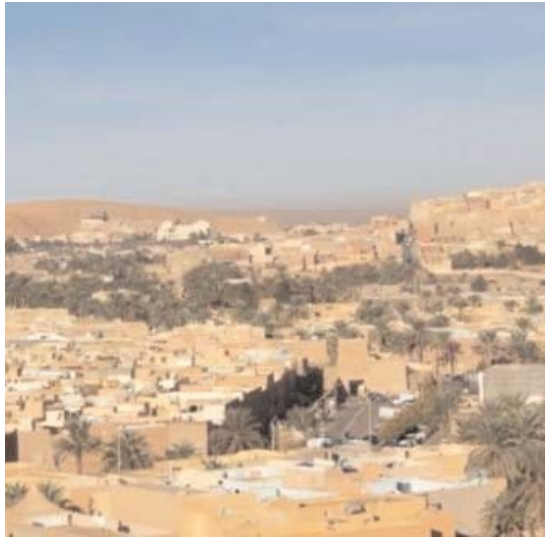
Ghardaïa/Wilaya déléguée d'El Menea

Lancement d'une étude d'aménagement et de développement

■ Une étude d'aménagement et de développement de la wilaya déléguée d'El Menea (270 km au sud de Ghardaïa) vient d'être lancée pour permettre à cette région de devenir une zone à forte attractivité à travers la mobilisation de toutes ses potentialités, ont indiqué, hier à l'APS, des responsables de la wilaya de Ghardaïa. Initiée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (MICAT), ce plan d'aménagement confié au Centre national d'études et d'analyses pour la population et le développement (Cnepad) pour un coût de plus de 14 millions dinars, est dans sa phase d'esquisse, a précisé le secrétaire général de la wilaya, Boualem Amrani.

Par Hafida B.

«**C**e plan d'aménagement ambitieux ne la mise en relief du rôle primordial des oasis dans l'aménagement du territoire et le développement durable de la wilaya déléguée d'El Menea, et devrait permettre la mobilisation des potentialités de cette région qui dispose d'un potentiel inépuisé dans les domaines agricole et touristique et une infrastructure routière et aéroportuaire», a fait savoir M. Amrani. «Cette étude d'aménagement vise à maîtriser le développement des zones urbaines de la région, à garantir une urbanisation selon une vision rationnelle en respectant l'environnement, créer un équilibre entre les différentes utilisations du terrain et apporter un appui aux projets économiques d'in-



vestissement, permettant la création des opportunités d'emplois», a-t-il détaillé. Ce document fixera les orientations fondamentales à moyen et long terme du développement durable du territoire de cette wilaya déléguée à vocation agricole et définira les principaux objectifs concernant le développement des zones urbaines, périurbaines et rurales selon une approche inclusive et participative en faisant intervenir les différents partenaires locaux, notamment la société civile, a ajouté ce responsable. Elaboré selon une stratégie concertée de développement avec les acteurs locaux, cette étude établira, en premier lieu, un diagnostic global sur les dysfonctionnements d'ordre économique, social et environnemental et sur les potentialités à valoriser en termes de ressources naturelles, économiques et humaines. Sur

la base de ce diagnostic, l'étude aura à identifier un ensemble d'espaces de projets destinés à asseoir les conditions de développement durable de cette région érigée, en 2015, en wilaya déléguée.

Ce plan d'aménagement et de développement de la wilaya déléguée d'El Menea devra permettre à cette région de devenir une zone à forte attractivité à travers la mobilisation de toutes ses potentialités avec la conjugaison des efforts de tous les acteurs locaux, selon le SG de la wilaya. Pour cela, la région d'El Menea est plus que jamais appelée à mettre en place des synergies et des polarités entre ses territoires, particulièrement dans le domaine de l'agriculture, du tourisme et des infrastructures, afin d'atteindre le développement durable harmonieux.

H. B./APS

Tissemsilt

Les associations de bienfaisance multiplient leurs actions de solidarité

Les actions de solidarité concrétisées durant les années 2017 et 2018 dans la wilaya de Tissemsilt ont été marquées par une forte implication des associations de bienfaisance en vue de semer la joie chez des familles nécessiteuses et les enfants orphelins. La Direction locale de l'action sociale et de solidarité (DAS) a relevé une forte activité de plusieurs associations activant dans la wilaya, dont le commissariat de wilaya des Scouts musulmans algériens (SMA), le bureau de wilaya de l'association «Kafil El Yatim», les associations «Mafatih El Kheir», «El Fadjr» d'aide aux personnes cancéreuses et ce, dans un élan de solidarité envers des familles nécessiteuses, les enfants orphelins et les personnes malades des 22 communs de la wilaya. Les associations précitées ont contribué à la réalisation de plus de 40 actions de solidarité en 2017 et 2018, notamment durant le mois sacré du ramadhan, la rentrée sociale, la saison d'hiver et les fêtes religieuses et nationales. Plus de

12 000 personnes nécessiteuses ont bénéficié de ces actions, en plus des malades et des orphelins, surtout ceux des régions éloignées et déshéritées, à l'instar de Bordj Emir Abdelkader, Yousseoufia, El Malaab, Larbaa et Sidi L'Antri. L'action caritative et le bénévolat ont constitué les principales initiatives du commissariat des SMA, dans le cadre de ses programmes annuels reflétant le rôle assumé par cette organisation humanitaire bénévole pour la prise en charge sociale, sanitaire et psychologique des couches démunies de la wilaya. Ce commissariat a initié les deux années (2017 et 2018) quelque 20 actions de solidarité, dont la distribution de repas aux nécessiteux, aux personnes de passage dans la wilaya et aux sans-abri durant le mois sacré du ramadhan, la distribution de tenues vestimentaires à l'occasion de l'Aïd El Fitr au profit de 1 000 enfants orphelins et plus de 100 moutons de l'Aïd El Adha aux familles pauvres des régions reculées. Des actions de don du sang ont

été lancées au profit des malades chroniques, des victimes des accidents de la circulation. Comme il a été procédé à la distribution de vêtements chauds, de couvertures et de kits alimentaires aux nécessiteux de la wilaya durant la période hivernale, selon le commissaire des SMA, Abdelkader Guerroudj. Ce même commissariat a organisé, durant cette période, des campagnes de collecte de médicaments en faveur des malades, des vêtements usagés et des fournitures scolaires au profit des enfants orphelins, outre l'organisation d'activités artistiques et psychologiques à destination des enfants handicapés des centres psychopédagogiques de la wilaya. Par ailleurs, le bureau de wilaya de l'association nationale «Kafil El Yatim» a initié, en cette même période, plusieurs activités de bienfaisance et caritatives dont la distribution de kits alimentaires, des couvertures, des vêtements chauds pour 2 000 familles, veuves et enfants orphelins, en plus de 3 000 trousseaux scolaires, selon son

président, Lakhdar Benia.

L'action de bénévolat a également été menée par le comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien durant ces deux années, avec un riche programme, notamment le lancement de caravanes de solidarité transportant des aides alimentaires, des médicaments et vêtements. Ces caravanes ont touché quelque 500 familles résidant dans les communes déshéritées dont Sidi Abed, Béni Lahcen, Maassim, Sidi Boutechent, Béni Chaib, Sidi Lantri, selon le chef de ce comité, Abderrahmane Ganit. Le comité a également procédé à la collecte de plus de 400 poches de sang, suite aux actions de dons organisées en collaboration avec les centres de transfusion sanguine des hôpitaux de la wilaya et la direction de la santé. La même association a initié des activités de bienfaisance durant le mois sacré du ramadhan, dont la distribution de plus de 4 000 repas, la circoncision de 500 enfants nécessiteux et la remise de colis alimentaires à 1 800 familles pauvres de la

wilaya. Pour sa part, l'association de wilaya «Chabab el kheir» a contribué à organiser plusieurs actions de solidarité, durant la même période, notamment l'ouverture d'un restaurant au cours du ramadhan, permettant de servir plus de 5 000 repas. La même association a également organisé une caravane caritative de collecte de produits alimentaires, de vêtements et de couvertures, distribués à quelque ciblé 800 familles nécessiteuses, rappelle son président, Mohamed Guebbaz. Dans le domaine de la prise en charge sanitaire et psychologique des malades, l'association de wilaya «El Fadjr» d'aide aux personnes cancéreuses a initié des actions de dépistage précoce du cancer du sein en faveur des femmes rurales, outre la réouverture de la maison de bienfaisance de prise en charge et d'hébergement des malades chroniques. Elle a également initié l'organisation de journées d'étude et des campagnes de sensibilisation et de prévention de cette maladie, selon le SG de l'association Mohammed Halim Kara. Par ailleurs, la Direction locale de l'action sociale a souligné que les actions initiées par ces associations caritatives de la wilaya, ces deux années, ont été intenses et variées, reflétant l'attention particulière que porte le mouvement associatif aux milieux défavorisés. La DAS recense 32 associations à caractère social et humanitaire activant dans la wilaya de Tissemsilt, rappelle-t-on.

Hamid F.

Béchar

Attribution de plus de 1 100 logements et 100 lots de terrain à bâtir

Pas moins de 1 123 logements, tous types confondus, et 100 lots de terrain à bâtir au titre de l'auto-construction ont été attribués récemment aux bénéficiaires dans les communes de Béchar et Beni-Ounif, a-t-on appris auprès de la Direction locale du logement (DL).

Il s'agit d'un quota de 750 logements, parmi un programme de 1 500 unités relevant de l'Agence nationale de l'amélioration et développement du logement (AADL), qui ont été distribués aux souscripteurs de cette

formule au niveau de la commune de Béchar, en attendant la poursuite de l'opération pour les 750 autres unités, a-t-on précisé.

Un quota de 200 autres unités réalisées au titre du logement public aidé (LPA), implanté dans la nouvelle zone urbaine de Lahmar au nord de la commune de Béchar, a également été attribué aux bénéficiaires dans le cadre de la satisfaction de la demande en habitat dans la commune du chef-lieu de wilaya, a-t-on détaillé. Dans la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de

Béchar), 173 logements publics locatifs (LPL) ainsi que 100 lots de terrain à bâtir au titre de l'auto-construction ont été distribués aux familles dans le besoin d'un habitat décent dans cette collectivité, selon la même source. Il est prévu également la distribution de 12 000 lots de terrain à bâtir dans la commune de Béchar, avant la fin de ce mois de novembre et ce, dès la fin des travaux de viabilisation des sites de ces lots de terrain, ont indiqué les services de la wilaya.

R. R.

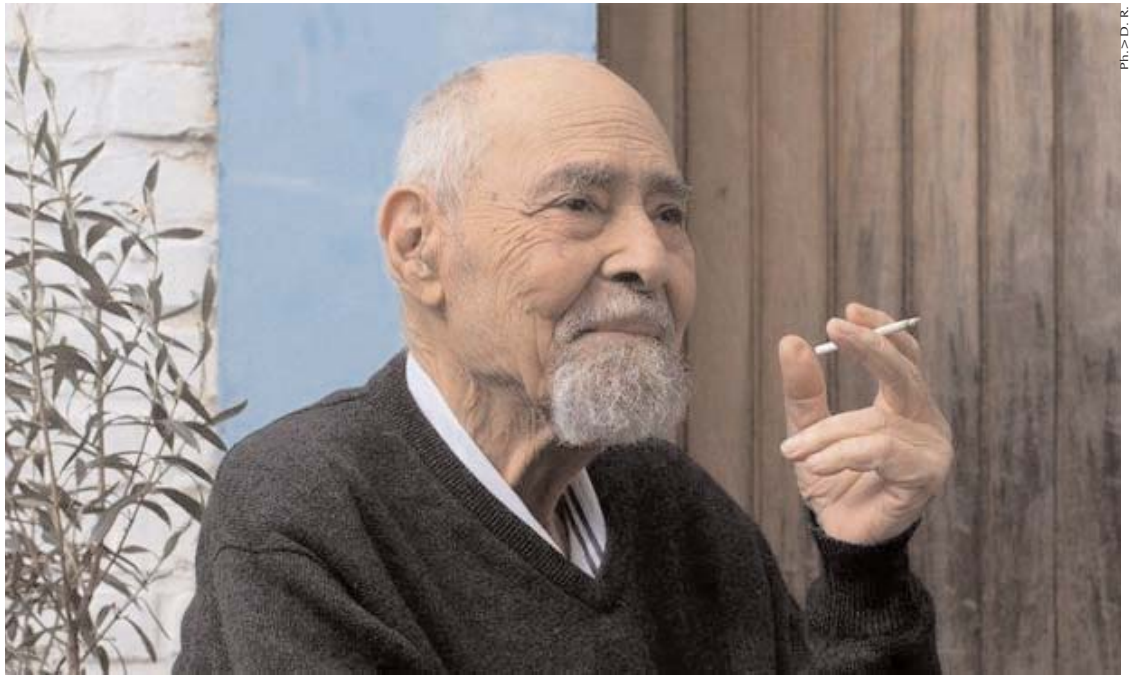
Décès

Mort de Gérald Bloncourt, reporter ayant couvert la guerre de Libération des Sahraouis

■ Gérald Bloncourt, l'un des premiers journalistes à avoir suivi la guerre menée par le Front Polisario contre les troupes marocaines au Sahara occidental, est mort lundi dernier à l'âge de 92 ans, a-t-on appris vendredi de ses proches.

Par Moncef T.

Ce reporter, au regard engagé, d'origine haïtienne qui s'est installé en France en 1940, devait fêter son anniversaire dimanche. Il a laissé une œuvre impressionnante : des photos, des romans, des recueils de poésie et des tableaux. En 1976, armé de ses seuls appareils photographiques et de son stylo, il a vécu, lors de son premier voyage, au milieu des combattants sahraouis, durant un mois. Dans son blog personnel, Gérald Bloncourt a indiqué qu'il avait écrit des poèmes, dédiés à Nedjma, sur un cahier d'écolier, entre les dunes, les convois de réfugiés sahraouis, entre les brûlés des bombardements au napalm de l'armée marocaine et les accrochages militaires, sous les regards-oasis des enfants orphelins, au milieu des visages graves des femmes-soldats, dans le ventre chaud de sable du Sahara. Son témoignage photographique (<https://www.bloncourt.net/pictures/polisario/index.html>) sur l'occupation marocaine et le drame vécu par le peuple du Sahara occidental, en quête de son indépendance, est « *un de ceux qui ont fait prendre conscience à l'opinion publique*



de ce drame qui se déroulait à quelques kilomètres de la conscience mondiale». Le visiteur de ce blog peut visionner un diaporama de 69 photos, la plu-

part réalisées en 1976, et complétées 2 ans après, lors d'un second voyage en 1978. Il a consacré une partie de sa carrière à suivre les immigrés en

France et leurs difficiles conditions de vie en France. « *J'ai photographié beaucoup d'Algériens, de Yougoslaves, de Portugais en tant que photographe indépen-*

dant, puisque j'allais dans les usines et suivais les mouvements sociaux où ces travailleurs étaient très présents», avait-il raconté. **M. T./APS**

Conseil de sécurité

Soutien massif à l'autodétermination du peuple sahraoui

Les appels de soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui étaient nombreux mercredi au Conseil de sécurité des Nations unies où la majorité des délégations ont réitéré sans ambages leur appui au droit inaliénable des Sahraouis de disposer d'eux-mêmes. La délégation américaine à l'ONU, qui a été la première à prendre la parole après la mise aux voix de la résolution prorogeant le mandat de la Minurso, a évoqué « *une nouvelle approche* » des Etats-Unis pour le règlement de ce conflit, affirmant qu'il ne peut plus y avoir « *de Business as Usual* » avec la Minurso et le Sahara occidental. *«Premièrement, il ne peut plus y avoir de "statu quo" au Sahara occidental. Deuxièmement, nous devons apporter tout notre soutien à l'envoyé personnel Kohler dans ses efforts pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permettra l'autodétermination du peuple du Sahara occidental»*, a déclaré l'ambassadeur adjoint américain, Jonathan Cohen. Élément phare : la déclaration américaine rendue publique juste après l'adoption de la résolution ne fait aucune référence au plan d'autonomie marocain et s'inscrit en

droite ligne avec leur position exprimée en octobre, lors des travaux de la quatrième commission de la décolonisation, à savoir « *laisser les peuples coloniaux déterminer librement le statut politique de leurs territoires* ». Dans un message à peine voilé à la France et au Maroc, les Etats-Unis ont « *mis en garde contre toute idée* (pouvant faire croire) *que la ligne d'arrivée a été franchie* ». « *Le processus politique ne fait que commencer* », a fait remarquer le diplomate américain, alors que le représentant de la France évoquait déjà « *une dynamique positive sur laquelle il faut bâtir* » pour justifier sa demande de prolonger le mandat de la Minurso d'une année. Ce qui est certain, le processus de Genève sera sous l'œil attentif de l'administration américaine qui va surveiller de près le déroulement et les résultats. Plus affirmatif, Jonathan Cohen a déclaré que la réunion de Genève ne sera pas « *un événement unique* » mais le début d'un processus pour le règlement du conflit. Le Conseil de sécurité « *ne laissera pas la Minurso et le Sahara occidental retomber dans l'oubli* », a-t-il promis. Le Maroc est ainsi sommé par le Conseil de sécurité de revenir à la table des négociations sans préconditions. La

demande du Conseil de sécurité et de Washington pour la relance du processus politique s'adresse expressément au Maroc qui a sapé jusqu'ici toutes les initiatives de reprise de négociations. Le Front Polisario a, de son côté, réaffirmé à maintes reprises sa disponibilité à participer au processus de règlement sans conditions préalables. La Russie, la Suède, le Royaume-Uni, l'Ethiopie, la Bolivie et bien d'autres délégations, ont réaffirmé leur soutien appuyé à une solution accordant aux Sahraouis le droit de s'exprimer sur l'avenir de leur territoire. Aucun mot non plus sur le plan d'autonomie marocain.

La Suède qui a voté en faveur de la résolution, s'est félicitée de la reprise des négociations qui débuteront début décembre à Genève. Sa représentante, Mme Irina Schoulgin Nyoni, a indiqué que son pays souhaitait apporter sa contribution pour mettre fin au statu quo au Sahara occidental. « *La résolution 2414 a ouvert la voie à la reprise du processus politique parrainé par l'ONU, alors que la 2440 d'aujourd'hui maintient l'élan positif avec la reprise des négociations directes* », a souligné Irina Schoulgin Nyoni. « *L'objectif ultime (...) est de parvenir à une*

solution politique juste, durable, mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental », a-t-elle enchaîné. Et d'affirmer : « *Cet objectif ultime reste aussi pertinent que jamais* ». Devant le Conseil de sécurité, la représentante de la Suède a tenu à rappeler que la question du Sahara occidental a subi jusqu'ici « *un manque d'attention et de volonté politique* ». « *Ce n'est plus le cas aujourd'hui, la possibilité nous est donnée pour régler un des conflits les plus prolongés inscrits à l'ordre du jour des Nations unies* », a-t-elle soutenu. « *Le Royaume-Uni appuie l'action de l'envoyé personnel Horst Kohler et se concentre à juste titre sur les progrès réalisés pour parvenir à une solution durable, mutuellement acceptable qui pourvoit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental* », a déclaré son représentant à l'ONU.

Intervenant à cette réunion, l'ambassadeur russe, Vassily Nebenzia, a précisé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité devaient « *contribuer au succès du processus lancé par M. Horst Kohler* ».

« *C'est une chance unique de faire progresser le règlement de la question du Sahara occiden-*

tal », a-t-il insisté. « *Dans notre effort et aide collective nous devons nous fonder sur les paramètres convenus au sein du Conseil de sécurité conformément aux résolutions qui encadrent les parties au conflit en se basant sur le principe fondamental d'une solution mutuellement acceptable qui prévoit l'autodétermination du peuple sahraoui conformément à la charte des Nations unies* », a-t-il poursuivi. Décriant « *une tentative de déroger à ces principes* », le diplomate russe a expliqué que si la Russie n'avait pas « *bloqué la résolution c'est parce qu'elle reconduit un mandat important pour la stabilité régionale* ». « *L'Ethiopie ne cesse de dire que la solution à ce différend doit reposer sur une solution politique mutuellement acceptable, respectant le droit à l'autodétermination inscrit dans la Charte des Nations unies. Seule la mise en œuvre de ce droit peut aider à sortir de la crise* », a déclaré son représentant, Taye Atske Selassie. Cependant, l'Ethiopie s'est abstenue de voter le texte, car les remarques formulées par sa délégation n'ont pas été prises en compte par les Etats-Unis, a-t-il précisé.

Kamel L.



Iran

Trump rétablit les sanctions controversées

■ Six mois après avoir claqué la porte de l'accord sur le nucléaire iranien, les Etats-Unis ont confirmé vendredi qu'ils rétabliraient lundi leurs sanctions les plus draconiennes contre Téhéran, visant le pétrole et les banques, mais les doutes persistent sur cette campagne controversée de «pression maximale».

Par Rima C.

«Le président Donald Trump réimpose les sanctions les plus dures jamais adoptées pour faire plier l'Iran», a annoncé la Maison-Blanche. Dans un communiqué, vendredi soir, le milliardaire a expliqué que «l'objectif est de forcer le régime à faire un choix clair : soit abandonner son comportement destructeur, soit continuer sur le chemin du désastre économique». L'Union européenne (UE), la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, signataires de l'accord de 2015 censé empêcher les autorités iraniennes de se doter de la bombe atomique, ont aussitôt regretté «vivement» cette décision. L'ét dernier avait vu le retour d'un premier train des mesures levées en 2015. Le second volet entrera en vigueur lundi. Il s'agit de sanctionner, en leur barrant l'accès au marché américain, tous les pays ou entreprises qui continueront d'acheter du pétrole iranien ou

d'échanger avec les banques de la République islamique. «L'objectif est de priver le régime des revenus qu'il utilise pour semer la mort et la destruction à travers le monde», a déclaré le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo. Huit pays seront toutefois autorisés à continuer d'acheter du pétrole iranien pendant au moins six mois supplémentaires, «car ils ont fait preuve d'efforts importants pour ramener leurs importations de brut vers zéro», a-t-il annoncé. La liste de ces pays sera connue lundi. A ce stade, on sait que l'Union européenne dans son ensemble n'en fait pas partie, mais qu'elle inclut la Turquie. Les observateurs s'attendent à ce que des dérogations soient également octroyées à la Corée du Sud, l'Inde, le Japon et peut-être la Chine. L'administration Trump assure que la mise en œuvre des sanctions sera beaucoup plus «agressive» que par le passé, avec moins de dérogations et davantage de contrôles. Mais, a assuré

le président vendredi soir, l'action des Etats-Unis est dirigée contre le régime iranien, «pas contre la population iranienne qui souffre depuis longtemps». Raison pour laquelle, selon lui, l'alimentation ou les médicaments notamment sont exemptés des sanctions «depuis longtemps». Le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, a ainsi affirmé que 700 noms seraient ajoutés à la liste noire américaine, soit 300 de plus que ceux qui en avaient été retirés après 2015. Il a aussi dit que les Etats-Unis souhaitent couper les établissements financiers iraniens frappés par des sanctions du circuit bancaire international Swift, un maillon essentiel du système financier. «Swift doit faire un choix : se soumettre à la menace de sanctions américaines ou continuer à faciliter des transactions avec des banques sur liste noire», se réjouit Behnam Ben Taleblu, de l'organisation Foundation for Defense of Democracies, qui milite pour une ligne dure. «Les sanctions vont faire mal», prédit un diplomate européen, alors que l'Iran, son économie et notamment le rial, sa monnaie, souffrent déjà depuis plusieurs mois. Selon lui, «c'est le même plan de bataille qu'avec Kim Jong Un et la Corée du Nord : sanctions, pression maximale et ensuite ils sont prêts à négocier». L'administration Trump ne cache pas s'inspirer de cette stratégie, qu'elle juge couronnée de succès, l'homme fort de Pyongyang s'étant engagé en faveur d'une «denucléarisation»



Ph. > D. R.

lors d'un sommet historique avec le président américain après un net durcissement des sanctions internationales. Le milliardaire républicain répète qu'il est prêt à rencontrer les dirigeants de la République islamique pour négocier un accord global sur la base de 12 conditions américaines : des restrictions beaucoup plus fermes et durables sur le nucléaire que le texte de 2015, jugé laxiste par Washington, mais également la fin de la prolifération de missiles et des activités jugées «déstabilisatrices» de Téhéran au Moyen-Orient (Syrie, Yémen, Liban...). «Nous restons prêts à parvenir à un nouvel accord, plus complet avec l'Iran», a assuré M. Trump dans son communiqué. «C'est un vœu pieux», dit à l'AFP Ali Vaez, de l'International Crisis Group. «Malgré la pression économique, les Iraniens ont pu continuer à soutenir leurs alliés régionaux pendant 40 ans, depuis la révolution islamique de 1979», souligne-t-il. D'autant que la situation diffère aujourd'hui de celle de 2012, quand Barack Obama avait imposé les sanctions qui seront rétablies. A l'époque, «le monde

était uni derrière les sanctions contre l'Iran», explique Barbara Slavin, du cercle de réflexion Atlantic Council. «Cette fois, il s'agit de l'administration Trump qui tente d'imposer au reste du monde une politique dont la plupart des pays ne veulent pas». L'UE veut ainsi aider l'Iran à engranger quelques bénéfices économiques de son adhésion à l'accord de 2015, pour éviter qu'il le quitte à son tour et relance la course à l'armement nucléaire. «Notre travail se poursuit et s'est intensifié au cours des dernières semaines», ont affirmé vendredi les Européens. Au-delà du niveau de pression que les Américains pourront exercer, le flou demeure sur leurs intentions. Mike Pompeo a parlé de «rétablir la démocratie» et, selon Ali Vaez, certains veulent «un changement de régime à Téhéran», avec le risque de favoriser l'aile dure du pouvoir iranien. Cette stratégie est encore compliquée par le récent refroidissement des relations avec l'Arabie saoudite à la suite du meurtre du journaliste Jamal Khashoggi.

R. C.



Points chauds

Popularité

Par Fouzia Mahmoudi

Après sa victoire en 2017 à l'élection présidentielle, beaucoup se demandaient qui Emmanuel Macron pourrait choisir pour mener à bien son programme tout en satisfaisant politiquement les diverses factions, de gauche, du centre et de la droite, qui l'avaient rejoint lors de sa campagne. Le choix d'Édouard Philippe avait fini par contenter tout le monde et permettait de faire un clin d'œil à Alain Juppé qui avait longtemps été pressenti comme rejoignant lui aussi l'équipe Macron. Édouard Philippe a en effet été le bras droit du maire de Bordeaux durant de nombreuses années et malgré sa discrétion avait toujours réussi à susciter l'admiration de ceux travaillant avec lui. Et aujourd'hui, le Chef du gouvernement semble être en train de tirer son épingle du jeu et commence à attirer la sympathie des Français qui, durant cette période de crise, sont de moins en moins indulgents avec Macron. En effet, Emmanuel Macron poursuit sa dégringolade dans les sondages. Avec 33% d'opinions positives, le chef de l'État français atteint son plus bas niveau depuis le début du quinquennat, selon un sondage Harris Interactive diffusé cette semaine. Le baromètre mensuel pour le site Délits d'Opinion révèle aussi que pour sa part la cote de confiance d'Édouard Philippe gagne 4 points en un mois et dépasse désormais celle d'Emmanuel Macron qui continue de s'effriter (-1). Le Premier ministre séduit les proches de LR et du Rassemblement national. Emmanuel Macron cède notamment du terrain auprès des proches du PS (-13) et progresse au contraire auprès de ceux du parti Les Républicains (+5). Jusque-là très proche de celle d'Emmanuel Macron, la cote d'Édouard Philippe s'en écarte, au moins momentanément, avec 37% d'opinions positives. Le Premier ministre progresse notamment chez les proches de LR (+9) et du Rassemblement national (ex-FN) (+7). La confiance dans les membres du gouvernement gagne par ailleurs 3 points, avec une moyenne de 24%. Et le trio de tête des ministres reste inchangé, Jean-Yves Le Drian (41%, +3) devançant Jean-Michel Blanquer (37%) et Bruno Le Maire (29%, +2). Christophe Castaner gagne 9 points à 25%. Stabilité également en tête du classement des autres personnalités politiques, avec Nicolas Hulot (42%) devant Alain Juppé (36%, +1) et Bernard Cazeneuve (27%, +4). Gérard Collomb perd 9 points à 19% et Jean-Luc Mélenchon en cède 6 à 16%. Des chiffres qui démontrent tout de même que les Français sont plus intéressés par le sérieux modeste de Philippe que par la surexposition de Macron qui malgré ses multiples sorties et ses petites phrases n'arrivent plus à catalyser l'approbation des électeurs.

F. M.

Pakistan

Le sort d'Asia Bibi toujours en suspens malgré son acquittement

Le sort de la Pakistanaise Asia Bibi restait en suspens hier après le dépôt d'un recours contre son acquittement et le départ de son avocat qui a quitté le pays en disant craindre pour sa vie. Après avoir semblé immminente, la libération de cette chrétienne condamnée à mort en 2010 pour blasphème a été remise en question à la suite d'un accord controversé conclu dans la nuit de vendredi à hier entre les autorités et des manifestants islamistes qui paralysaient le pays depuis trois jours. Aux termes de ce texte en cinq points, le gouvernement s'est engagé à lancer une procédure visant à interdire à M^{me} Bibi de quitter le territoire et à ne pas bloquer une requête en révision du jugement d'acquiescement initiée par un religieux du nom de Qari Salam. La requête a été déposée jeudi auprès des autorités compétentes à Lahore, a déclaré à l'AFP son avocat Chaudhry Ghulam Mustafa. «Nous craignons qu'Asia Bibi soit emmenée à l'étranger et avons donc demandé à la Cour que le

cas soit auditionné rapidement», a-t-il expliqué. «Nous allons nous battre et exploiter tous les recours légaux pour nous assurer qu'elle soit pendue, conformément à la loi», a-t-il ajouté. Concrètement, cela signifie que M^{me} Bibi, actuellement incarcérée à Multan (centre), devra dans l'immédiat demeurer soit en prison, soit dans un autre endroit sûr en attendant que la requête soit examinée, a estimé son avocat Saiful-Mulook, interrogé hier par l'AFP. «Sa vie serait plus ou moins la même, que ce soit à l'intérieur d'une prison ou à l'extérieur à l'isolement en raison de craintes sécuritaires», a-t-il jugé. Le sujet du blasphème est explosif au Pakistan et le cas de M^{me} Bibi si extrême que sa famille juge hors de question de rester au Pakistan si elle est libérée. L'accord signé entre les manifestants et le gouvernement dans la nuit de vendredi à hier visait à mettre fin à la situation chaotique et violente qui a paralysé le pays ces trois derniers jours. Les principaux axes routiers étaient restés fermés et

des dizaines de milliers de personnes avaient dû renoncer à se rendre à leur travail ou à leur école et avaient subi des heures entières de blocage dans les transports. Les barrages avaient été levés hier et la vie avait repris un cours normal dans les grandes villes de Karachi, Lahore et Islamabad, a constaté l'AFP. Magasins et écoles avaient rouvert et les protestataires étaient rentrés chez eux. Une nouvelle manifestation est toutefois annoncée aujourd'hui à Karachi. Mais le contenu de l'accord valait de vives critiques aux autorités, accusées de «reddition» face aux radicaux. «Un gouvernement de plus a capitulé face à des extrémistes religieux violents qui ne croient ni en la démocratie, ni en la Constitution», déplore le quotidien Dawn dans son éditorial hier. Il semble que le discours de fermeté à l'égard des islamistes prononcé mercredi soir par le Premier ministre Imran Khan «soit déjà condamné à la poubelle de l'Histoire», conclut le journal.



Musique

Le groupe Koum Tara en mini-tournée en Algérie

■ Le fameux groupe Koum Tara s'invite en ce mois de novembre en Algérie pour une mini-tournée musicale à Alger, Tlemcen, Annaba et Constantine. Cette formation musicale gratifiera, respectivement les huit, six, dix et douze novembre, le public de ses pièces musicales originales et pleines d'émotions.

Par Abla Selles

La formation musicale Koum Tara sera en mini-tournée musicale respectivement à Alger, Tlemcen, Annaba et Constantine le huit, six, dix et douze du mois de novembre courant. Le premier spectacle, organisé à Alger à la salle Ibn Zeydoun, sera une occasion pour revisiter le patrimoine chaabi mais avec l'empreinte du groupe qui ne cesse de le moderniser avec des fusions de cordes classiques, de jazz et de musique contemporaine. Ces musiques ont été travaillées, ré-harmonisées et restructurées pour créer un spectacle métissant et croisant les cultures différentes de Karim Maurice (dans les arrangements, les compositions et le clavier), Sid Ahmed Belksier (chant, mandole), Kamal Mazouni (percussions), Brice Berrerd (contrebas-

se), La Camerata (ensemble à cordes composé de Gaël Rassaert et Mathieu Schmalz au violon, Jean-Baptiste Magnon à l'alto et Amandine Lefèvre au violoncelle). Chacun de ces musiciens, de par l'écriture du projet, apporte son identité et son savoir-faire spécifique au sein d'une même œuvre. Le spectacle qui sera animé dans les quatre villes algériennes est un véritable voyage culturel qui offre un alliage musical unique, grâce aux réelles mixités qui le composent. Formé par le pianiste et compositeur Karim Maurice, le groupe propose à chaque fois des spectacles de haute facture à un public assoiffé de nouveauté et de créativité. D'ailleurs, le but majeur de cette formation musicale, comme ses membres l'ont déclaré à la presse, n'est pas seulement de pratiquer une passion mais ils travaillent dans le cadre d'un projet à long terme



visant à rendre hommage à la musique chaabi tout en associant à quatre univers musicaux, à savoir le chaabi, le jazz, la musique contemporaine et un quatuor à cordes classique.

Le personnage central du groupe est le chanteur algérien et le mandole Sid Ahmed Belksier, dont la poésie chaabi et les chansons d'amour forment la trame du répertoire de Koum

Tara. Il est à noter que le même spectacle qui sera présenté à Alger se reproduira dans les autres villes concernées par cette mini-tournée musicale

A. S.

Pour faire voyager les arts à travers la région

Une caravane d'artistes sillonne la ville de Béchar

Une soixantaine d'artistes de tous horizons animent depuis jeudi soir une caravane culturelle et artistique à travers plusieurs localités de la wilaya-déléguée de Beni-Abbès et de la wilaya de Béchar, à l'initiative de l'association culturelle et musicale «Saharienne».

«A travers cette caravane, nous voulons mettre à la portée du public des localités éloignées notamment les enfants, les différentes expressions artistiques, à savoir la musique, le chant, le théâtre, le dessin et la peinture ainsi que le rire par le biais de représentations de clowns, et ce, comme contribution du mouvement associatif à la

promotion des activités culturelles dans cette région», a précisé à l'APS le président de l'association, Noureddine Rahou.

«La caravane d'artistes nous permet d'offrir un espace itinérant de vulgarisation de la culture et des arts à travers plusieurs localités de la wilaya déléguée de Beni-Abbès, à savoir El Ouata, Tamtert, Timoudi, Beni-Ikhlaf et les ksour avoisinants, en plus de la commune d'Abadla», a-t-il souligné.

L'association «Saharienne», qui a à son actif plusieurs manifestations culturelles et artistiques à Béchar et dans d'autres régions du pays, a lancé ce concept de «caravane culturelle et artistique» dans le

but de mettre en valeur les arts où chaque artiste et autres groupes artistiques (musique, théâtre) organisent des représentations ou des expositions de leurs œuvres, comme est le cas des artistes-peintres participant à cette initiative culturelle, qui compte aussi sillonner dans les prochains jours la wilaya de Béchar et ce, dans la perspective de toucher un public nombreux, selon la même source.

«Les habitants des localités visitées par notre caravane sont demandeurs de pareilles activités et manifestations, ceci est pour nous un moyen de présenter les réalisations des artistes participant à cette action», a

ajouté M. Rahou. Des espaces de théâtre ambulant, d'exposition des œuvres artistiques réalisées par les artistes peintres, ainsi que des représentations théâtrales, d'ateliers d'initiation des enfants aux techniques de dessin sur papier, chant au théâtre ainsi qu'aux technologies de l'audiovisuel, seront organisés à l'occasion de la tournée de cette caravane qui s'étalera sur une dizaine de jours, selon les organisateurs. Plusieurs artistes du cru animeront cette caravane, dont le déroulement s'inscrit au titre des activités de l'association «Saharienne», une des plus actives dans le domaine culturel et artistique dans la région.

Plusieurs organismes publics et privés ont apporté un soutien à cette manifestation qui vise aussi à mettre en relief les différentes expressions du patrimoine musical de la région, ont fait savoir des membres de l'association «Saharienne».

F. H.

AGEND'ART

Palais des expositions des Pins maritimes (Safex)

Jusqu'au 10 novembre : 23^e édition du Salon international du livre d'Alger (Sila)

5 novembre (15h) au stand de Casbah Editions :

Meriem Guemache dédicacera ses livres «La demoiselle du métro» et «Lottfi au palais de Khedaouedj El Amia».

Jusqu'au 10 novembre 2018, tous les jours à partir de 14h :

Lazhari Labter signera ses livres «Laghout, la ville assasiniée» et «Hiziya mon amour» au stand des éditions Chihab.

Salle Ibn Khaldoun (Alger-Centre)

9 novembre à 16h : Concert «Errances» de Lila Borsali, un voyage musical à travers plusieurs régions d'Algérie et du monde, avec comme fil conducteur le texte du poète Mohamed Ben Msayeb «Ya Ahl Allah».

Prix : 500 DA.

Ezzou'Art galerie

Jusqu'au 15 novembre : Exposition «Peintures marines».

Journées nationales du court métrage de Tissemsilt

Projection de l'œuvre de Chakhchoukh «Le dernier spectacle»

Le court métrage «Le dernier spectacle», du réalisateur amateur Abdelhakim Chakhchoukh, a été présenté vendredi à la Maison de la culture «Mouloud-Kacem-Nait-Belkacem» de Tissemsilt. Ce court métrage, projeté hors compétition dans le cadre des 1^{ères} Journées nationales du court métrage de Tissemsilt, retrace l'histoire d'un clown, dont la principale mission est de faire rire les gens, tout en cachant son immense tristesse à sa condition de vie très difficile.

Ce clown, dont le personnage est joué par le réalisateur lui-même, s'emploie à rendre le sourire aux enfants malades et orphelins, néanmoins clôt sa présentation quotidienne en ayant une pensée aux souffrants qu'endurent ses propres enfants en raison de leur vie malheureuse. Le film de six minutes met en lumière les nombreuses

contradictions auxquelles est confronté l'artiste, mais aussi ses efforts constants pour présenter un art de qualité, a expliqué Chakhchoukh à l'APS. Il a révélé, à ce propos, que ce court métrage, produit en 2015, avait participé durant les trois dernières années à de nombreuses manifestations nationales, dont les Journées nationales du court métrage pour jeunes à Béchar et le Festival national du court métrage et du film documentaire à Batna. A noter que cette manifestation culturelle se poursuit à la Maison de la culture «Mouloud-Kacem-Nait-Belkacem» par la présentation de courts métrages et de films documentaires participant à la compétition, ainsi qu'une exposition mettant en lumière l'histoire du cinéma algérien depuis l'indépendance. Les organisateurs du programme ont prévu pour hier la

présentation d'un court métrage en hors-compétition, intitulé «Message de M'hamed à M'hamed», réalisé par Ben Tamra M'hamed de Tissemsilt. La clôture de cet événement culturel est prévue ce soir avec l'annonce des noms des lauréats dans les catégories court métrage et film documentaire dans le cadre de la compétition officielle. Cet événement, organisé par la Maison de la culture de Tissemsilt en coordination avec l'association locale «Culture et arts», a été organisé en célébration du 64^e anniversaire de la Révolution nationale et a vu la participation d'une vingtaine de courts métrages de 17 wilayas ainsi que 7 films documentaires réalisés par des amateurs issus des wilayas de Laghouat, Boumerdes, Tissemsilt, Annaba, Relizane et Alger.

M. K.



Coupe d'Afrique des nations (Dames) Naïma Bouhani-Benziane sera absente

L'ATTAQUANT vedette de la sélection algérienne (seniors/dames) de football, Naïma Bouhani-Benziane, gravement blessée à la cheville le 18 octobre, lors de la défaite (3-1) en amical contre le Maroc, est forfait pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2018), prévue du 17 novembre au 1^{er} décembre au Ghana, a appris l'APS vendredi auprès de la Fédération algérienne (FAF). «Les chances de voir Bouhani participer à la prochaine CAN sont quasiment nulles», a indiqué la FAF, ayant considéré que même en cas de rétablissement il serait «risqué» de faire rejouer cette joueuse de sitôt, car «cela pourrait lui causer une sérieuse rechute, et compliquer éventuellement son état de santé» pour la suite de la saison. Notre source a assuré cependant que «Bouhani fera partie du voyage en Côte d'Ivoire» où la sélection nationale commencera par effectuer un stage précompétitif à partir du 4 novembre courant, avant de se rendre au Ghana, où se déroulera la phase finale de la prochaine CAN, et où sera également présente Bouhani.

«Sa présence devrait motiver les joueuses et leur apporter un soutien psychologique», a estimé la FAF, ayant donc décidé d'emmener cette joueuse à la CAN malgré son forfait pour blessure. L'attaquant vedette de l'équipe nationale s'était blessée à la cheville le 18 octobre dernier, lors du match amical disputé en déplacement face au Maroc (défaite 3-1) au stade municipal de Kenitra, en vue de la Coupe d'Afrique des nations

CAN-2018. Elle a été transportée d'urgence à l'hôpital, en présence du médecin de l'EN, le D Damardji, et s'est vu mettre un plâtre qu'elle continue à porter jusqu'à aujourd'hui.

Malgré cela, la coach nationale Radia Fertoul a gardé l'espoir de pouvoir récupérer Bouhani pour la CAN, considérant que «même en étant amoindrie» cette joueuse «pouvait apporter un plus non négligeable» à l'équipe. «Vu son état, Bouhani sera sûrement out pour le premier match de la CAN contre le Ghana, mais si nous arrivons à la récupérer pour le deuxième, ou même pour le troisième match, ce sera pas mal», avait considéré l'ex-internationale, en conférence de presse au Centre technique national de la FAF à Sidi-Moussa.

La Coupe d'Afrique des nations 2018 est prévue du 17 novembre au 1^{er} décembre au Ghana. Outre l'Algérie, le Cameroun, le Mali et le pays organisateur, qui forment le groupe «A», quatre autres nations animeront cette phase finale de l'épreuve. Il s'agit du Nigeria (tenant du titre), l'Afrique du Sud, la Zambie et le Kenya. Ce dernier a été repêché suite à la disqualification de la Guinée équatoriale.

Les Algériennes s'étaient qualifiées pour la phase finale de cette CAN-2018 en dominant l'Éthiopie en aller et retour (3-1, 3-2) pendant la phase de qualifications. Les trois premiers à l'issue de la CAN-2018 se qualifient pour la prochaine Coupe du Monde, prévue en 2019 en France.

DRB Tadjenanet Bougherara pourrait revenir

L'ENTRAÎNEUR Lyamine Bougherara a donné son accord pour diriger la barre technique du DRB Tadjenanet (Ligue 1 Mobilis de football) en remplacement de Kamel Bouhelal, démissionnaire, a-t-on appris vendredi auprès de l'intéressé. «Effectivement, j'ai donné mon accord pour diriger le Difaâ. Nous sommes en négociations avancées, ça devrait se conclure dans les prochaines heures», a affirmé Bougherara, qui vient de quitter son poste à la tête de la JSM Skikda (Ligue 2). Kamel Bouhelal, qui a succédé à son tour au Tunisien Hamadi Edou, a démissionné à l'issue du nul concédé à domicile face à l'USM Bel-Abbès (0-0), lors de la 11e journée du championnat. Bougherara connaît assez bien la maison du DRBT pour avoir dirigé l'équipe pendant quatre saisons, parvenant à la mener à une accession historique en Ligue 1 en 2015. «Le DRBT est ma deuxième famille. Toutefois, la mission reste compliquée au vu de la position de l'équipe actuellement au classement (14^e, 9 pts). Notre objectif est d'assurer bien évidemment le maintien», a-t-il ajouté. Bougherara

devrait être privé d'une licence, ce qui l'empêche de rester sur le banc. En effet, la Fédération algérienne (FAF) avait annoncé en juin dernier sa décision de limiter à deux les licences par entraîneur et par club pour l'exercice 2018-2019. Le Difaâ a consommé déjà deux licences d'entraîneurs. L'ancien portier international devrait signer ses grands débuts avec le DRBT, mardi prochain lors de la réception de l'AS Ain M'lila (17h00), son club formateur, en match comptant pour la 13^e journée du championnat.

Championnat d'Algérie de marathon Smail Bouarous et Imene Moumeni haut la main

LES ATHLÈTES Smail Bouarous de Boudouaou et Imene Moumeni du Club Nacera Nounou d'Alger ont remporté le championnat d'Algérie de marathon disputé vendredi à Oran. Le coureur Bouarous, un habitué de la compétition, a parcouru la distance de 24,195 km en 2h.26.23, devançant Mechkar Mokhtar du club Nacera Nounou d'Alger et Naoui Cheikh du même club. Chez les dames, Imene

Medouar provoque la colère de Mellal

Le président de la LFP, Abdelkrim Medouar, a provoqué encore une fois la colère des dirigeants des clubs de la Ligue 1 Mobilis, notamment après certains changements apportés au calendrier du championnat, plus particulièrement au match au sommet entre l'USMA et la JSK.



Mellal égratigne Medouar

Par Mahfoud M.

Ainsi, les dirigeants de la JS Kabylie se sont montrés très remontés avec cette décision du report du «clásico» qui devrait les opposer à la formation de l'USM Alger au stade de Bologhine. «On ne comprend pas ce qui a pris le président de la Ligue de reporter le clásico, alors que tout était ficelé», a souligné le président de la JSK, Cherif Mellal, qui avouera que la LFP n'a rien de professionnel avec ces changements incessants de programmation qui pénalisent les clubs. «Rester 19

jours sans compétition est très difficile à vivre pour toute équipe et il sera malaisé de garder les joueurs mobilisés pendant toute cette période», dira le boss des Canaris qui aurait souhaité que les responsables de la Ligue aient plus de respect envers les clubs qui ne peuvent pas être tenus éloignés de certaines décisions, surtout pour tout ce qui a trait à la programmation. En fait, les dirigeants du club kabyle pensent que cette nouvelle programmation arrange plus leur prochain adversaire, qui est leur concurrent direct dans la course

au titre. D'ailleurs, les responsables du club usmiste n'ont pas discuté ce report contrairement aux kabyles et c'est ce qui explique la colère de ces derniers. Le président de la LFP Medouar, lui, se défend d'avantage quiconque et explique que la programmation est faite selon certains paramètres et qu'il ne faut pas trop la critiquer pour ne pas conduire les fans à déborder. Le patron de la Ligue pense que tout va pour le mieux et que la programmation se fait sans copinage et sans aucune arrière-pensée. M. M.

Angleterre

Le but de Mahrez consacré but du mois ?

L'international algérien Ryad Mahrez contre Burnley (5-0) pour le compte de la 9^e journée du championnat d'Angleterre est nommé pour le but du mois d'octobre, a indiqué vendredi l'instance chargée de la compétition. L'ailier algérien qui avait inscrit le quatrième but de son équipe lors de cette rencontre disputée le 20 octobre dernier et son 3^e en championnat, avait nettoyé la lucarne gauche d'un tir envelop-

pé des 25 mètres, un véritable bijou. Outre Mahrez, sept autres buts sont en lice pour le trophée du but du mois d'octobre : Ricardo Pereira (Lei v Eve), Gyfi Sigurdsson (Lei v Eve), Aaron Ramsey (Ful v Ars), Andre Schurrle (Car v Ful), Roberto Pereyra (Wol v Wat), Pierre-Emerick Aubameyang (Ars v Lei) et Anthony Martial (Mun v Eve). Le but du mois d'octobre du championnat de Premier League sera dévoilé le 5 novembre à l'is-

sue du vote des internautes. Le but de Mahrez contre Burnley est également nommé pour le trophée du meilleur but de Manchester City en octobre.

Tournoi de l'Union nord-africaine U17 L'EN au rendez-vous à Tunis

Quatre nations, dont l'Algérie, animeront le Tournoi de l'Union nord-africaine de football des moins de 17 ans, prévu du 3 au 7 novembre courant à Tunis (Tunisie), a indiqué vendredi la Fédération algérienne de la discipline (FAF). Outre la sélection nationale, les trois autres nations sont : la Libye, le Maroc et la Tunisie, pays hôte de cette compétition, qui selon la même source se déroulera sous forme d'un mini-championnat. Le programme de cette compétition, organisée par l'UNAF, sera établi ce vendredi soir, à l'issue de la réunion technique qui se tiendra sur place et spécialement à cet effet.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Russie

Vingt blessés dans la collision entre un train et un camion

VINGT personnes ont été blessées, hier, lors d'une collision survenue à un passage à niveau entre un train et un camion dans le territoire de Krasnodar au sud de la Russie, indique le service de presse du chemin de fer du Caucase du Nord. «Un train reliant Minsk à Adler a heurté vers 4h du matin un camion au passage à niveau entre les gares et Timashevskia et Vedimovka, le conducteur du camion avait franchi la barrière de sécurité en ignorant le signal

d'arrêt», précise un communiqué du chemin de fer du Caucase du Nord. Parmi les blessés, cinq sont dans un état grave, dont le chauffeur du camion et son assistant, ajoute la même source, soulignant que les soins nécessaires ont été prodigués aux blessés. Le conducteur du train aurait actionné le freinage d'urgence, mais la distance était insuffisante et la collision était inévitable, indique le communiqué.

(APS)

Football / Serie A italienne Naples

Ancelotti refuse de prendre des «risques inutiles» avec Ghoulam

L'entraîneur de Naples (Serie A italienne de football), Carlo Ancelotti, a affirmé qu'il ne voulait pas prendre des «risques inutiles» avec le défenseur international algérien Faouzi Ghoulam, convoqué pour les trois derniers matchs de son équipe, mais sans pouvoir signer son retour à la compétition, alors qu'il restait loin des terrains pendant une année. «Pour ce qui est de Faouzi Ghoulam, je pense que nous ne prendrons pas le moindre risque le concernant. Il y a tout un processus par rapport à son retour. Il ne faut pas oublier que le garçon a été absent pendant une année, donc, il ne faut pas prendre de risques inutiles», a affirmé Ancelotti, cité hier par les médias locaux. Le Napoli n'a pas fait dans la dentelle en s'im-



posant largement vendredi soir à domicile face à Empoli (5-1) où évolue le milieu offensif Smail Bennacer, en ouverture de la 11^e journée de Serie A. Ghoulam (27 ans) devra encore patienter pour effectuer son retour à la compétition, lui qui n'a plus joué depuis le 1^{er} octobre 2017 en raison d'une grave blessure au genou, nécessitant deux opérations. Son coéquipier et compatriote au Napoli, le milieu offensif Adam Ouna, s'est contenté de suivre cette rencontre face à Empoli sur le banc des remplaçants.

Racim S.

Restrictions des visas pour les Algériens



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Maghnia

Saisie de plus de 37 kg de kif traité

■ Suite à des informations faisant état de la présence d'un individu en possession d'une quantité de drogue, dissimulée dans son domicile situé dans un quartier de Maghnia, une opération a été menée par les éléments de la police judiciaire.

Par Slim O.

Les éléments de la sûreté de la daïra de Maghnia (Tlemcen) ont procédé dernièrement à la saisie de 37,600 kg de kif traité et l'arrestation d'un individu, a-t-on appris, hier, de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Suite à des informations parvenues à ces services faisant état de la présence d'un individu en possession d'une quantité de drogue, dissimulée dans son domicile situé dans un quartier de Maghnia, une opération a été menée par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Maghnia. La perquisition du domicile de cet individu, âgé de 41 ans, a permis la découverte de la quantité de drogue et la saisie une somme de 53 000 DA, représentant les recettes du trafic de drogue, en plus d'un motocycle, indique-t-on de même source. Le mis en cause arrêté sera présenté

devant la justice alors que l'enquête reste ouverte au sujet de cette affaire.

S. O./APS

Béchar

L'Algérie remporte les premiers Jeux maghrébins des sports et jeux traditionnels

L'Algérie a remporté les premiers Jeux maghrébins des sports et jeux traditionnels dans les disciplines Sig (jeux de bâtonnets en roseaux), Maabza (lutte traditionnelle) et Tachkoumt (hockey sur sable) vendredi soir au complexe de jeunes à Taghit (97 km au sud de Béchar). La Tunisie a pris la deuxième position dans la discipline «Sig», tandis que la troisième place est revenue à la Mauritanie. En Maabza, les deuxième et troisième places sont revenues respectivement à la Mauritanie et la Tunisie, alors qu'en Tachkoumt la deuxième place est revenue à l'équipe tuni-

sienne. «Pour cette première édition, les jeux de Matreg et grimper de palmiers dattiers ont été uniquement marqués par des exhibitions des équipes participantes au niveau des sites naturels choisis par les organisateurs pour le déroulement de ces joutes, notamment aux dunes de Gouray à Bechar et des dunes de Taghit», a précisé à l'APS Bouterfes Mamouni, président de la Fédération nationale des jeux et sports traditionnels (FNJUST), principale organisatrice de cette manifestation (31 octobre-3 novembre). «Cette manifestations maghrébine, qui a été aussi marquée par la mise en place d'un comité d'experts présidé par l'Algérie pour l'élaboration des statuts de la future Union maghrébine des jeux et sports traditionnels dont la date de la tenue de l'assemblée générale constituante sera annoncée prochainement, a eu le mérite de relancer la nécessité de la promotion et développement des disciplines sportives et jeux traditionnels à travers les pays du Maghreb et la future Union», ont souligné les représentants des délégations de Mauritanie, Tunisie et d'Algérie, pays qui ont pris part à cette première édition après les excuses officielles formulées par le Maroc et la Libye. Une centaine d'athlètes et 20 arbitres ont pris part à ces premiers Jeux maghrébins, qui ont reçu le soutien du ministère de la Jeunesse et du Sports (MJS), de la wilaya de Béchar et de plusieurs partenaires publics et privés.

G. Y.

R. S.

Arts

L'Institut du monde arabe bénéficie d'une donation de 1 300 œuvres d'art

L'Institut du monde arabe (IMA) vient de bénéficier d'une donation de 1 300 œuvres d'art moderne et contemporain de 94 artistes arabes, a annoncé vendredi cette institution culturelle parisienne du monde arabe. Cette collection «exceptionnelle», appartenant au galeriste et collectionneur Claude Lamand et son épouse France, est assortie d'un fonds de dotation, le «Fonds Claude & France Lamand - IMA», dont le but, a-t-on indiqué, est de «poursuivre les acquisitions, organiser des expositions, étudier les œuvres, publier des catalogues, enseigner et diffuser». Cette donation, aussi riche que diverse de la peinture arabe moderne et contemporaine, de l'Irak à l'Algérie, vient s'ajouter aux 500

que possédait déjà l'IMA. Avec cette donation, dont le contrat a été signé le 24 octobre dernier, l'IMA s'enrichit d'un fonds «unique» d'œuvres contemporaines d'artistes d'origine arabe. Ce qui a poussé ses responsables à penser à un réaménagement des espaces de l'institut afin de l'ériger, dans deux ans, en un «musée des arts du monde arabe», avec un focus particulier sur les arts à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle. Ils ont indiqué qu'une campagne de levée de fonds a déjà été engagée. La collection Lamand regroupe 94 artistes sur trois générations, dont 68 du monde arabe, a-t-on précisé. Elle est composée de 366 peintures, 239 aquarelles et gouaches, 151 dessins, 41 sculptures, 314

estampes. Parmi ce fonds figurent des œuvres d'artistes connus comme les Algériens Abdelkader Guermez, un peintre non figuratif, et Abdallah Benanteur, installé en France en 1953. Les eux artistes sont considérés parmi les «fondateurs» de la peinture algérienne moderne. L'IMA a affirmé que la donation s'animerait au fil d'expositions régulières au musée d'œuvres choisies et les œuvres pourront également sortir de l'Institut, notamment à l'occasion de prêts. Trois expositions sont prévues à cet effet. Il s'agit de «Le Monde arabe vu par ses artistes», une sélection d'œuvres de 23 artistes de la donation qui s'étalera jusqu'au 10 mars 2019. Pour les responsables de cette exposition, cette première sélection